



Communiqué de presse: Suisse / économie

Berne / Lausanne, le 8 juillet 2009

Les organisations de consommateurs rejettent les mesures d'accompagnement proposées

Libre-échange agricole: mesures d'accompagnement d'un autre âge?

L'accord de libre-échange agricole et agro-alimentaire entre la Suisse et l'Union européenne menace d'être assujéti aux intérêts particuliers des représentants de l'agriculture. En effet, le groupe de travail qui propose les mesures d'accompagnement à l'accord met l'accent sur de coûteuses mesures de maintien de structures. Les organisations de consommateurs acsi, FRC et SKS ont demandé sans succès l'élaboration d'une stratégie qualité pour des denrées alimentaires suisses sûres et produites dans le respect de la nature. Sans cela, l'accord de libre-échange représente une menace pour l'agriculture et, dans le même temps, une augmentation des moyens financiers engagés; ce que les organisations de consommateurs rejettent.

Au printemps 2008, le Conseil fédéral a convoqué un groupe de travail, qui devait élaborer les mesures d'accompagnement à l'accord de libre-échange agricole et agro-alimentaire entre la Suisse et l'UE. Les organisations de consommateurs étaient représentées dans ce groupe, mais également de nombreux représentants et représentantes de l'agriculture, alors que les organisations de protection de l'environnement et des animaux n'étaient pas impliqués. Une large alliance regroupant entre autres, les organisations de consommateurs acsi, FRC et SKS, a demandé dès le début l'élaboration d'une stratégie de qualité: L'ouverture des marchés doit être envisagée de manière proactive en mettant l'accent sur des aliments sûrs et de qualité, produits dans le respect de l'environnement et des animaux. De cette manière la Suisse peut jouer ses atouts sur le marché intérieur et à l'exportation et exister face à la production de masse.

Malgré quelques mesures intéressantes notamment pour les consommateurs, le rapport publié aujourd'hui par le groupe de travail est décevant en raison de son manque de cohérence. Au lieu d'une stratégie d'avenir misant sur la qualité, il s'agit d'un florilège de toutes les mesures possibles et impossibles en matière de politique agricole. Suivant les propositions des représentants de l'agriculture, le groupe de travail propose de nombreuses mesures de maintien des structures. Mais ces dernières ne constituent par une contribution à la qualité des denrées alimentaires, tout en engendrant des coûts énormes à charge des contribuables.

Principale critique des organisations de consommateurs acsi, FRC et SKS: L'orientation de l'agriculture suisse vers la qualité et une agriculture plus respectueuse de l'environnement n'est pas mise en avant. Bien que la «swissness» puisse désormais être communiquée comme signe

de qualité, l'absence d'OGM ne compte pas parmi ces qualités ! De plus le groupe de travail envisage même d'élever le nombre maximal d'animaux dans les élevages, ce qui ouvrirait la porte aux fabriques d'animaux.

Avec cela, l'accord de libre-échange menace d'abaisser le niveau de production des denrées alimentaires en Suisse. Et dans le même temps les coûts à charge des contribuables seraient considérablement augmentés. Les organisations de consommateurs acsi, FRC et SKS rejettent cette stratégie. Elles demandent au Conseil fédéral de définir tout d'abord une stratégie de qualité et ensuite de définir des mesures d'accompagnement se basant sur cette stratégie.

Informations complémentaires:

SKS: Sara Stalder, Directrice: 031 370 24 20

SKS : Andreas Tschöpe, secrétaire politique: 031 370 24 26

FRC: Mathieu Fleury, secrétaire général: 021 331 00 99

acsi: Laura Regazzoni, Secrétaire générale: 091 966 98 06